



Le département de la justice des États-Unis a rendu public, hier 28 novembre, un communiqué annonçant l'arrestation de trois Camerounais d'origine accusés d'avoir collecté des fonds afin d'acheter des armes qui devaient servir la cause séparatiste. Il s'agit de Claude N. Chi, 40 ans, résidant à Lee's Summit dans le Missouri ; de Francis Chenyi, 49 ans, de Saint Paul dans le Minnesota ; et de Lah Nestor Langmi, 46 ans habitant de Buffalo à New York, tous citoyens américains d'origine camerounaise.

Les trois accusés seraient ainsi impliqués dans l'enlèvement du cardinal Christian Tumi. « *Selon l'acte d'accusation, les accusés ont rédigé un document comprenant une liste de dépenses liées aux engins explosifs improvisés (EEI), aux armes à feu et aux munitions. Les autres dépenses comprenaient des fonds liés à l'enlèvement du cardinal Christian Tumi et d'un chef traditionnel camerounais nommé Sehm Mbinglo II le 5 novembre 2020* », peut-on lire dans le document.

D'après le département de la Justice américain, « *Chi, Chenyi et Langmi auraient sollicité et collecté des fonds pour l'achat d'équipements, de fournitures, d'armes et de matériaux explosifs destinés à être utilisés dans des attaques contre le personnel, les forces de sécurité et les biens du gouvernement camerounais, ainsi que d'autres civils censés soutenir le gouvernement* ». Lesdits fonds auraient été collectés via des applications de discussion en ligne et de plateformes de paiement auprès d'individus aux États-Unis et à l'étranger. Les

fonds ont ensuite été transférés de divers comptes financiers et de cryptomonnaies contrôlés par les accusés par des intermédiaires aux combattants séparatistes pour soutenir des attaques au Cameroun.

*Du gouvernement américain, l'on apprend que « en plus des plus de 350 000 dollars (plus de 221 millions FCFA) que les accusés ont collectés par le biais de dons volontaires, l'acte d'accusation allègue que Chi, Chenyi et Langmi ont conspiré avec d'autres pour enlever des civils au Cameroun et les retenir contre une rançon. Dans certains cas, des citoyens américains se sont vu extorquer le paiement de rançons pour obtenir la libération de leurs proches kidnappés vivant au Cameroun. Les rançons étaient ensuite transférées aux combattants séparatistes pour financer leurs opérations ».*

Ces séparatistes appartenant à Ambazonian Restoration Forces, une milice armée liée au « *gouvernement intérimaire d'Ambazonie* », encourrent plus de 20 de prison.

Ref: [Stopblablacam](#)